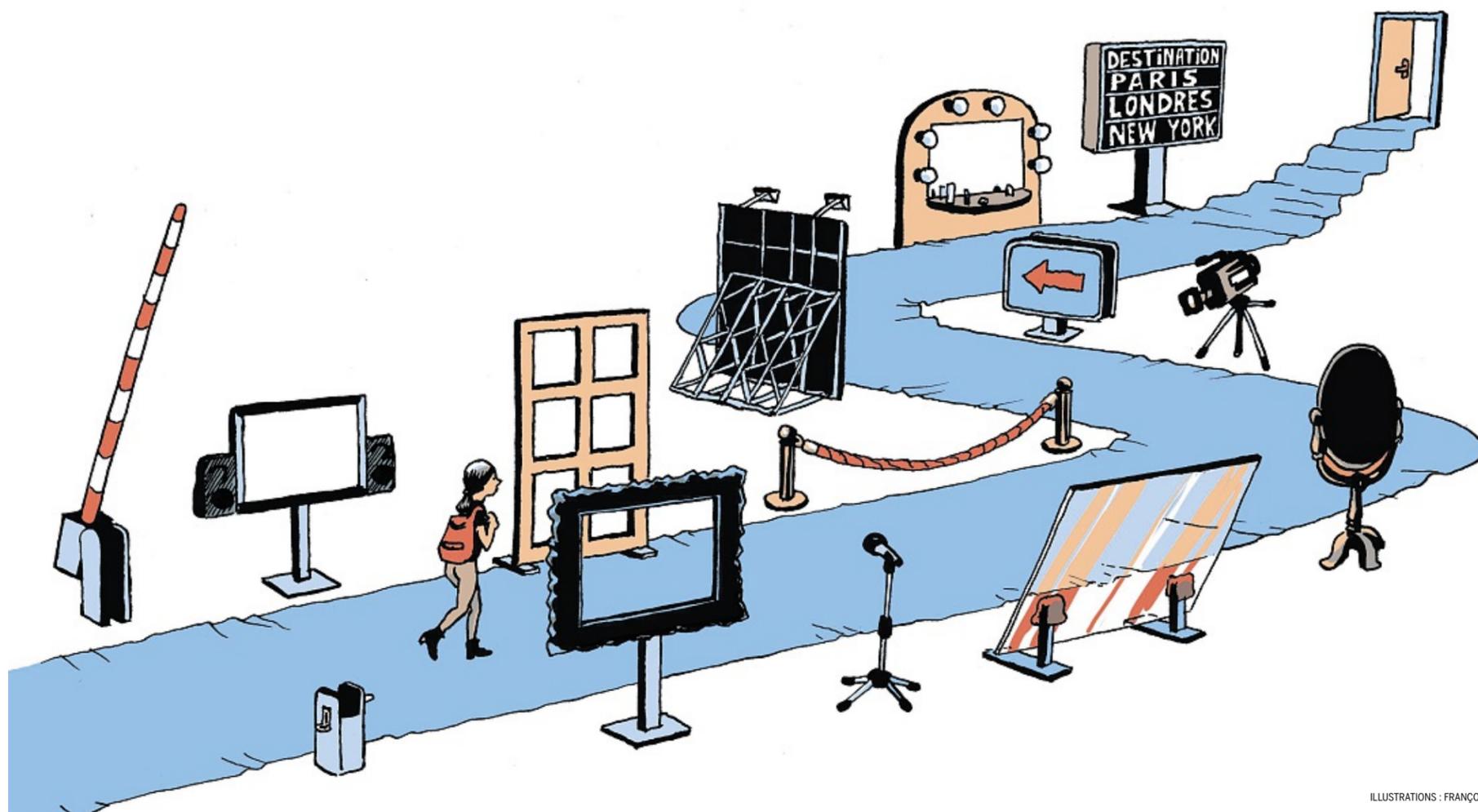


UNIVERSITÉS & GRANDES ÉCOLES *Le Monde*



ILLUSTRATIONS : FRANÇOIS OLISLAEGER

Bachelor : les raisons d'un succès

Depuis six ou sept ans, l'offre de ces cursus de niveau bac+3 a explosé, passant du commerce à de nombreux autres secteurs comme le luxe, l'architecture ou l'océanographie

La France n'a pas son pareil pour emprunter des mots anglais en les détournant de leur signification originelle. Exemple typique : un meeting. Le bachelor lui, est arrivé discrètement dans l'Hexagone à la fin des années 1980, dans de rares écoles, dont l'Ecole supérieure de commerce de Toulouse, dénommée Toulouse Business School depuis 2013. Dans les pays anglo-saxons, « *bachelor* » désigne soit un célibataire, soit le diplôme sanctionnant les trois premières années universitaires. L'équivalent, donc, d'une licence. Le bachelor à la française est autre chose : une formation sur trois ans, proposée après le bac par des écoles privées – à raison au minimum de 4 000 euros par an –, avec une forte dose de stages, souvent à l'étranger, et un cursus conçu pour une intégration rapide sur le marché du travail, national ou international. Depuis six ou sept ans, l'offre de bachelors a explosé. Elle s'est étendue du secteur du

commerce à ceux du tourisme, du luxe, de l'architecture ou même de l'océanographie. Combien de bachelors recense-t-on en France ? Il faut se contenter d'une estimation – plusieurs centaines – car ce diplôme reste une « appellation non contrôlée », qui ne bénéficie pas d'une reconnaissance nationale. Il n'en demeure pas moins que cette formation concurrence désormais la licence professionnelle des universités, voire le BTS ou le DUT (bac + 2), même si tous ces cursus restent quasiment gratuits.

Un accès par la petite porte à une grande école

Comment expliquer un tel succès, quand bien même une sélection s'opère à l'entrée, sur dossier ou par concours ? Pour certains étudiants, le bachelor est d'abord un accès par la petite porte à une grande école, sans passer par des classes préparatoires exigeantes, puis par des concours très sélectifs, tout en étant presque sûr de décrocher un em-

ploi à l'issue de la formation. Pour d'autres, le bachelor est un tremplin vers un diplôme de niveau bac + 5. D'autres encore optent pour ce cursus relativement court et généraliste la première année, parce qu'ils sont indécis sur leur orientation après le bac.

De leur côté, les employeurs, dont beaucoup avouent ne pas connaître ce diplôme, sont en général satisfaits à l'issue des stages que les étudiants en bachelor effectuent chez eux, et prompts à les embaucher. Les PME et PMI, en particulier, apprécient ces cadres intermédiaires, opérationnels et souvent à l'aise à l'international.

N'importe quelle école privée pouvant proposer un bachelor, il convient d'être prudent dans le choix de ces formations, dont certaines sont très coûteuses. Même si nombre d'établissements ont conclu des accords avec des banques pour que les étudiants puissent bénéficier de prêts à taux réduits, parmi d'autres formules d'aide. ■

MARTINE JACOT



BTS, DUT, LICENCE OU BACHELOR : QUE CHOISIR ? Avec une durée d'études proche des autres cursus, le bachelor s'en distingue nettement, notamment par son coût.

PAGE 3



UN DIPLÔME D'« APPELLATION NON CONTRÔLÉE » Il est difficile de s'y retrouver dans une offre pléthorique de bachelors, cursus sans définition légale et de qualités variables.

PAGE 4



DEUX OPTIONS : L'ENTREPRISE OU LES GRANDES ÉCOLES Conçu pour favoriser une entrée rapide dans la vie active, le bachelor permet aussi d'accéder à un diplôme de niveau bac + 5.

PAGE 6



EMLYON
business school

Campus
Saint-Étienne

BBA EMLYON
BACHELOR IN BUSINESS ADMINISTRATION

INTÉGREZ UNE FORMATION POST-BAC D'EXCELLENCE

GO

Formation post-bac au Management opérationnel visée bac +4 et à dimension internationale

Admission sur concours en 1^{ère} année : bacheliers en 2^e année : bac+1 en 3^e année : bac+2

Rencontrez-nous lors de nos prochains Campus Days www.bba.em-lyon.com

Une étonnante ascension

Ces programmes courts, axés sur la vie professionnelle et ouverts sur l'international, séduisent de plus en plus d'étudiants. Les entreprises y recrutent les cadres intermédiaires dont elles ont besoin

C'est LE programme qui monte dans l'enseignement supérieur français. Celui dont les effectifs progressent régulièrement sur les campus. Celui qu'un nombre croissant d'écoles privées s'attache à développer. Dans les années 2000, elles n'étaient qu'une dizaine à proposer le bachelor, diplôme d'origine anglo-saxonne. Elles sont aujourd'hui pléthore. Non recensés au niveau national, les bachelors sont au moins plusieurs centaines.

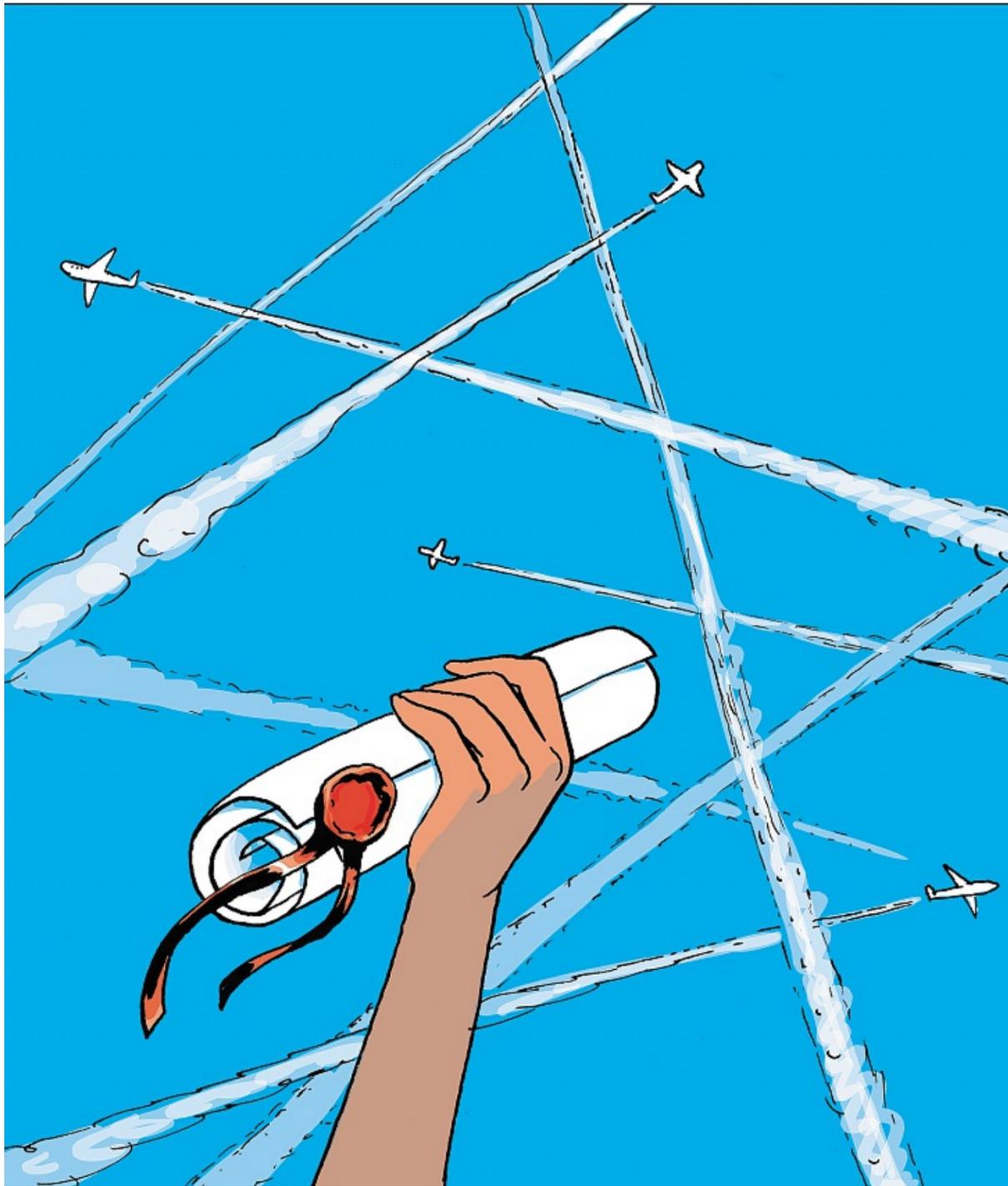
A quoi attribuer cet essor, dans un pays où l'on n'a longtemps juré que par le master ? Pour partie, à la crise. Conscients des difficultés d'insertion, beaucoup d'étudiants et de familles sont désormais à la recherche d'une formation relativement courte, très orientée vers l'emploi, et avec une forte coloration internationale. Exactement ce qu'offre le bachelor – à la différence, par exemple, de la licence, encore déconnectée du monde professionnel. « Dans nombre de pays anglo-saxons, le bachelor est le diplôme le plus répandu », observe François Thérin, directeur de l'École de management Léonard de Vinci (EMLV) de Paris. Certaines multinationales recrutent en parallèle des diplômés de grandes écoles en France et des titulaires d'un bachelor à l'étranger, quitte à leur faire passer ensuite une certification professionnelle, notamment pour travailler dans l'audit. »

Les étudiants économisent ainsi deux années d'études par rapport à un diplôme de niveau bac + 5 – et gagnent donc deux années de salaire. Sans compter que les frais de scolarité en bachelor (entre 4 000 et plus de 10 000 euros par an) restent net-

tement moins élevés. Enfin, rien ne leur interdit de s'inscrire en master, en masters en sciences (MSc) ou en MBA quelques années plus tard, en recourant par exemple à la formation continue, à des cours en ligne, voire à la validation des acquis de l'expérience (VAE). Résultat, « même des éléments très brillants, qui auraient eu leur chance en prépa, optent pour le bachelor », souligne Denis Boissin, du programme bachelor de Skema Business School. « Tout le monde n'a pas envie de faire un cursus en cinq ans », observe pour sa part Cyrille Mandou, directeur du programme bachelor de Montpellier Business School. Et la plupart de nos diplômés de bachelor n'ont pas de mal à trouver un emploi à la sortie. »

Pour leur part, les entreprises recrutent par cette voie les cadres intermédiaires dont elles ont besoin, à côté des « managers » ou des cadres supérieurs. Une solution d'autant plus intéressante pour elles qu'un bon diplômé de bachelor se paie nettement moins cher que le titulaire d'un master, pour des compétences somme toute assez proches.

Pour les écoles privées, enfin, le bachelor ne manque pas d'attraits. Il étoffe d'abord leur portefeuille de programmes avec un cursus de type anglo-saxon et gonfle leurs effectifs avec un nouveau public, celui des étudiants post-bac, à un moment où nombreux sont ceux qui cherchent à « contourner » des classes préparatoires réputées difficiles et exigeantes. Les écoles trouvent ainsi de nouvelles ressources financières, alors que la plupart d'entre elles connaissent une situation budgétaire délicate.



Faut-il voir dans ce boom du bachelor l'amorce d'un bouleversement de la hiérarchie des diplômes ?

Souvent moins sélectifs que le cursus « grande école », les bachelors disposent en outre d'un vivier de candidats plus large – et même gigantesque –, si l'on tient compte des pays en voie de développement, très friands de ce programme. « Il est plus facile de recruter des étudiants étrangers au niveau bachelor que pour la "grande école" », estime François Thérin. Argument supplémentaire en faveur de ce programme : il est encore très librement utilisable en France – à la différence du master, sur lequel les autorités veillent avec un soin sourcilieux. « C'est un cursus très flexible, que nous pouvons peaufiner d'année en année », note Denis Boissin.

Les écoles d'ingénieurs se lancent aussi

Parce que tout le monde semble y trouver son compte, l'offre se diversifie grandement. Il existe désormais des bachelors en tourisme, en design, en informatique, en communication, en architecture... Et dans les spécialités les plus diverses : aéronautique (à Toulouse Business School, en partenariat avec l'École nationale de l'aviation civile), e-commerce, négociation sur le marché de l'art, coordination en environ-

nement... Plusieurs instituts d'études politiques (IEP) ont ouvert le leur, à Grenoble, à Rennes... Sciences Po Paris aussi, sous le nom de Collège universitaire. Certaines écoles alignent plusieurs bachelors. Le groupe Insec en offre ainsi un en trois ans et un autre, plus axé sur l'international, en quatre ans. Sup de Co La Rochelle en propose trois, dont un en management du tourisme et un autre en quatre ans. Kedge Business School dispense son bachelor en trois ans sur sept sites (dont la Martinique et Dakar, au Sénégal), accueillant ainsi quelque 1 200 élèves.

Les écoles d'ingénieurs se lancent aussi. Arts et Métiers-Paris-Tech (anciennement Ecole nationale supérieure d'arts et métiers) a ouvert cette année un bachelor de technologie, avec mises en situation et pratique intensive, sur ses deux centres de Bordeaux et Châlons-en-Champagne. Objectif : offrir une filière complète permettant aux bacheliers technologiques de trouver un emploi à l'issue des trois années de formation, mais aussi de se hisser jusqu'au diplôme d'ingénieur et même au doctorat. La première promotion compte deux cohortes de 24 élèves. « Nous avons eu

d'emblée 200 candidats, et nous avons dû sélectionner fortement, indique Laurent Carraro, le directeur général. Les autres écoles d'ingénieurs et les entreprises nous observent avec attention. » L'établissement n'exclut pas de passer à la vitesse supérieure en partenariat avec d'autres acteurs (un IUT, par exemple) si, dans deux ans, l'insertion se déroule bien – ce que laisse présager l'accueil des entreprises.

Faut-il voir dans ce boom du bachelor l'amorce d'un bouleversement de la hiérarchie des diplômes ? Le signe avant-coureur d'une remise en cause de l'hégémonie du master ? Ce n'est pas impossible. D'autant que les grandes écoles françaises de management, avec leurs coûts serrés et leur réputation bien établie en Europe, seraient très compétitives au niveau bac + 3, face à des universités anglo-saxonnes qui vendent leur bachelor entre 18 000 et 25 000 euros l'an (plus de deux à quatre fois plus cher qu'en France).

L'essor du bachelor prouve en tout cas que les choses ne sont pas forcément figées dans l'enseignement supérieur. Et qu'elles peuvent évoluer très vite. ■

JEAN-CLAUDE LEWANDOWSKI

RÉUSSISSEZ VOTRE MERCATO !
INTÉGREZ L'ÉCOLE DU SPORT BUSINESS

BACHELOR + MBA - ADMISSION DE BAC À BAC+5

RDV AU SALON ADREP (STAND C18)
23-24 JANVIER - ESPACE CHAMPERRET - PARIS



@SMS_EDC

L'ÉCOLE DE COMMERCE SPÉCIALISÉE
DANS LE MANAGEMENT DU SPORT

sportsmanagementschool.fr

Bachelor, licence, BTS, DUT : les différences

Même s'il présente une durée d'études proche de celle d'autres diplômes, le bachelor, plus professionnalisant, s'en distingue nettement, notamment par le fait qu'il soit payant

Paradoxe: le bachelor (Ba) n'est plus une nouveauté dans l'enseignement supérieur français, mais la définition de ce diplôme reste floue dans les esprits. Il convient de bien le distinguer d'autres types de programmes d'une durée équivalente, mais aux caractéristiques différentes.

C'est surtout le cas pour la licence (diplôme national), dont la dénomination est réservée aux universités, à l'instar du master. Aussi, nombre d'institutions privées se sont-elles rabattues sur le vocable « bachelor » pour désigner des formations similaires, elles aussi à bac + 3.

Moins cadré que la licence par les textes officiels, le cursus offre une grande liberté d'adaptation aux profils et aux aspirations des élèves

Les différences vont bien au-delà de la seule sémantique. « *Le bachelor est d'abord une formation à vocation professionnelle, qui repose sur la proximité avec le monde de l'entreprise* », souligne Sandrine Lacombe, directrice de l'École de gestion et de commerce (EGC) de Rodéz (Aveyron) dont le cursus débouche sur un Ba – comme l'ensemble des 26 EGC pilotées par les chambres de commerce et d'industrie. Aussi une place importante est-elle accordée aux stages en entreprise dont la durée varie, par exemple, de neuf à douze mois à Montpellier Business School ou de neuf à seize mois dans les écoles du groupe Insee. Par ailleurs, certains bachelors encouragent leurs élèves à effectuer une année de césure.

A l'École supérieure de design du groupe ESC Troyes, le cursus comprend, en première année, des enseignements d'économie, de culture générale et de développement personnel. Par la suite, des modules sont consacrés à la conception d'un business plan et à la méthode dite du *design thinking*. Autant d'éléments qu'on ne retrouvera pas dans une

licence classique, au contenu nettement plus théorique, et qui se présente davantage comme une étape vers le master.

Moins cadré que la licence par les textes officiels, le cursus bachelor offre une grande liberté d'adaptation aux profils et aux aspirations des élèves. « *Les titulaires d'un Ba arrivent en général sur le marché de l'emploi avec une véritable expérience professionnelle. Ce sont des jeunes autonomes, débrouillards, opérationnels dès leur entrée dans l'entreprise* », affirme Denis Boissin, directeur du programme bachelor de l'école de management Skema.

Autre différence marquée avec la licence : le bachelor affiche une forte dimension internationale. C'est encore plus vrai pour la petite dizaine de « bachelors internationaux » proposés en quatre ans et souvent appelés BBA, à l'instar de ceux de l'Essec, de Skema, de Neoma, du groupe ESC Troyes, de Kedge Business School, de l'Edhec, de Sup de Co La Rochelle ou de l'Insee... Tous ces programmes incluent une longue période d'études à l'étranger, dans un ou plu-

sieurs établissements partenaires. Le bachelor de Skema autorise ainsi jusqu'à deux années complètes hors de France, tout comme le BBA de l'Insee. En outre, une partie au moins de l'enseignement est dispensée en anglais. « *Aucun diplôme à bac + 3 n'associe aussi fortement professionnalisation et ouverture internationale* », résume Cyrille Mandou, directeur du bachelor de Montpellier Business School.

C'est avec les licences professionnelles que la proximité est sans doute la plus grande. Montées le plus souvent en liaison avec une entreprise ou une fédération professionnelle, celles-ci sont axées sur un métier spécifique, ce qui n'est pas le cas du Ba. Et la durée des stages y est moins importante.

Quant au brevet de technicien supérieur (BTS), il s'agit d'une formation en deux ans après le bac, qui se prépare le plus souvent dans les lycées publics ainsi que dans les centres de formation professionnelle ou d'apprentis. Le BTS prévoit bien un stage en entreprise, mais sa durée reste

très limitée (autour d'un mois). « *En outre, dans certaines disciplines comme le design, le BTS inclut une "mise à niveau" obligatoire, qui entraîne une prolongation des études sur trois années – mais avec un diplôme qui reste de niveau bac+2* », observe Séverine Nomdedeu, directrice de l'École supérieure de design de l'ESC Troyes.

Le diplôme universitaire de technologie (DUT) sanctionne également un cursus en deux ans après le bac, proposé par les instituts universitaires de technologie (IUT), avec des stages obligatoires d'au moins dix semaines. Le DUT donne accès à des fonctions de cadre technique – avec la possibilité de poursuivre ses études vers un diplôme d'ingénieur, voire une école de gestion, via les admissions parallèles. Mais la dimension internationale et l'ouverture sur l'entreprise y restent bien moins affirmées que dans le cas du bachelor.

Dernière différence, mais d'importance : les BTS et DUT sont quasiment gratuits quand les bachelors sont payants. ■

J.-C. L.

Une bonne affaire pour les écoles ? Oui, mais...

C'EST l'une des raisons souvent avancées de la multiplication des bachelors : ils rapporteraient gros aux institutions qui les proposent. Qu'en est-il ?

Les bachelors coûtent en général moins cher à monter que d'autres programmes. Pour leur cycle « grande école » ou leur MBA, les établissements font appel à de nombreux professeurs titulaires d'un doctorat pour obtenir ou conserver leurs accréditations internationales (Equis, AACSB, etc.). Ces professeurs consacrent en outre une bonne part de leur temps à la recherche. Or, les salaires de ces enseignants-chercheurs, dont certains sont des pontes de calibre international, atteignent souvent des niveaux très élevés, notamment dans des disciplines comme la finance, le marketing ou la stratégie. En conséquence, le coût de revient de ces masters, mastères ou MBA s'envole. A l'inverse, les bachelors, qui accueillent des étudiants issus du bac, peuvent se contenter d'enseignants moins chevronnés et font appel à de nombreux intervenants venus du monde de l'entreprise. Les uns et les autres sont évidemment moins payés que les « peintures » des autres cursus, ce qui allège la facture.

De nombreux autres facteurs jouent sur la rentabilité du programme, comme le nombre d'élèves par classe ou le volume horaire du cursus. Les écoles utilisent ces deux leviers – dans certaines limites – pour réaliser des économies d'échelle.

Reste que les bachelors sont de plus en plus concurrentiels, et que les écoles ne peuvent se permettre d'aller trop loin dans cette voie. « *Nous devons mettre en place un encadrement de proximité pour nos élèves, qui sont encore peu autonomes*, observe Anne-Catherine Guitard, responsable des bachelors à Kedge Business School. *Au final, nous ne perdons pas d'argent avec ces programmes, mais ils n'ont rien de vaches à lait.* »

Son homologue à Skema Business School, Denis Boissin, défend le même point de vue : « *Nous réalisons peut-être quelques économies d'échelle. Mais les bachelors sont très loin d'être des formations à bas coût.* » Tous deux font remarquer que les frais de scolarité pratiqués dans l'Hexagone pour les bachelors restent très inférieurs à ceux des institutions anglo-saxonnes de niveau équivalent. Le bachelor est donc une formation rentable, mais dans certaines limites. ■

J.-C. L.

be distinctive*

IL Y A PEU DE DIFFÉRENCE ENTRE UN HOMME ET UN AUTRE, MAIS C'EST CETTE DIFFÉRENCE QUI EST TOUT.

William James, philosophe

L'EM STRASBOURG est plus qu'une grande école. Sa différence est inscrite dans son ADN. Notre potentiel unique réside dans notre identité universitaire, notre campus au centre d'une ville européenne et notre capacité à donner à chacun de nos étudiants l'opportunité de se distinguer. Nous avons de grands projets pour vous. REJOIGNEZ-NOUS !

DÉCOUVREZ NOTRE BACHELOR AFFAIRES INTERNATIONALES

- Une formation post-bac en trois ans dans une école de commerce reconnue
- Une expérience en immersion à l'étranger dès la première année
- 7 mois de stages professionnels au minimum

DÉVELOPPEMENT DURABLE
DIVERSITÉ
ÉTHIQUE
RESPONSABILITÉ
SOLIDARITÉ
DIFFÉRENCE
IMAGINATION
COLLABORATION
RESPECT
PROXIMITÉ
OUVERTURE

EM STRASBOURG BUSINESS SCHOOL | **UNIVERSITÉ DE STRASBOURG**

EM STRASBOURG PARTENAIRES | **EM STRASBOURG ALUMNI**

Conception www.campuscommunication.fr

* Faire la différence

Bachelor mode d'emploi

Comment peaufiner son parcours et s'y retrouver dans une offre pléthorique de diplômes sans définition légale et de qualités variables

Une « appellation non contrôlée »

N'importe quel établissement privé, fût-il médiocre, peut délivrer un bachelor. Ce diplôme d'origine anglo-saxonne ne bénéficie pas, en France, d'une reconnaissance officielle et n'obéit à aucune définition légale, à la différence, par exemple, des licences ou des masters des universités. C'est une appellation d'origine non protégée et non contrôlée, bien que certains bachelors soient présents sur la plateforme d'inscriptions post-bac APB, où les bacheliers choisissent leur orientation. Résultat : l'offre de bachelors s'est considérablement développée ces dernières années au sein des écoles de commerce, et s'est étendue à d'autres secteurs, et nul ne peut la quantifier précisément. Leur nombre est évalué à plusieurs centaines.

Alors, sur quels critères choisir ? La qualité de l'enseignement en bachelor n'est certes pas validée par une instance officielle spécifique, mais certains organismes français ou étrangers délivrent des accréditations qui constituent au moins des gages de sérieux.

Ainsi, la Commission d'évaluation des formations et diplômes de gestion (CEFDG), placée sous l'égide du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, attribue des « visas » selon plusieurs critères : le processus de formation, la bonne gouvernance de l'établissement, ses moyens humains, matériels et financiers, et son ouverture à l'international, entre autres. A ce jour, la CEFDG vise 126 diplômes, dont 43 au niveau bac + 3. Parmi ces derniers, six diplômes seulement sont dénommés bachelors.

Le fait pour un établissement d'être ou non membre de la Conférence des

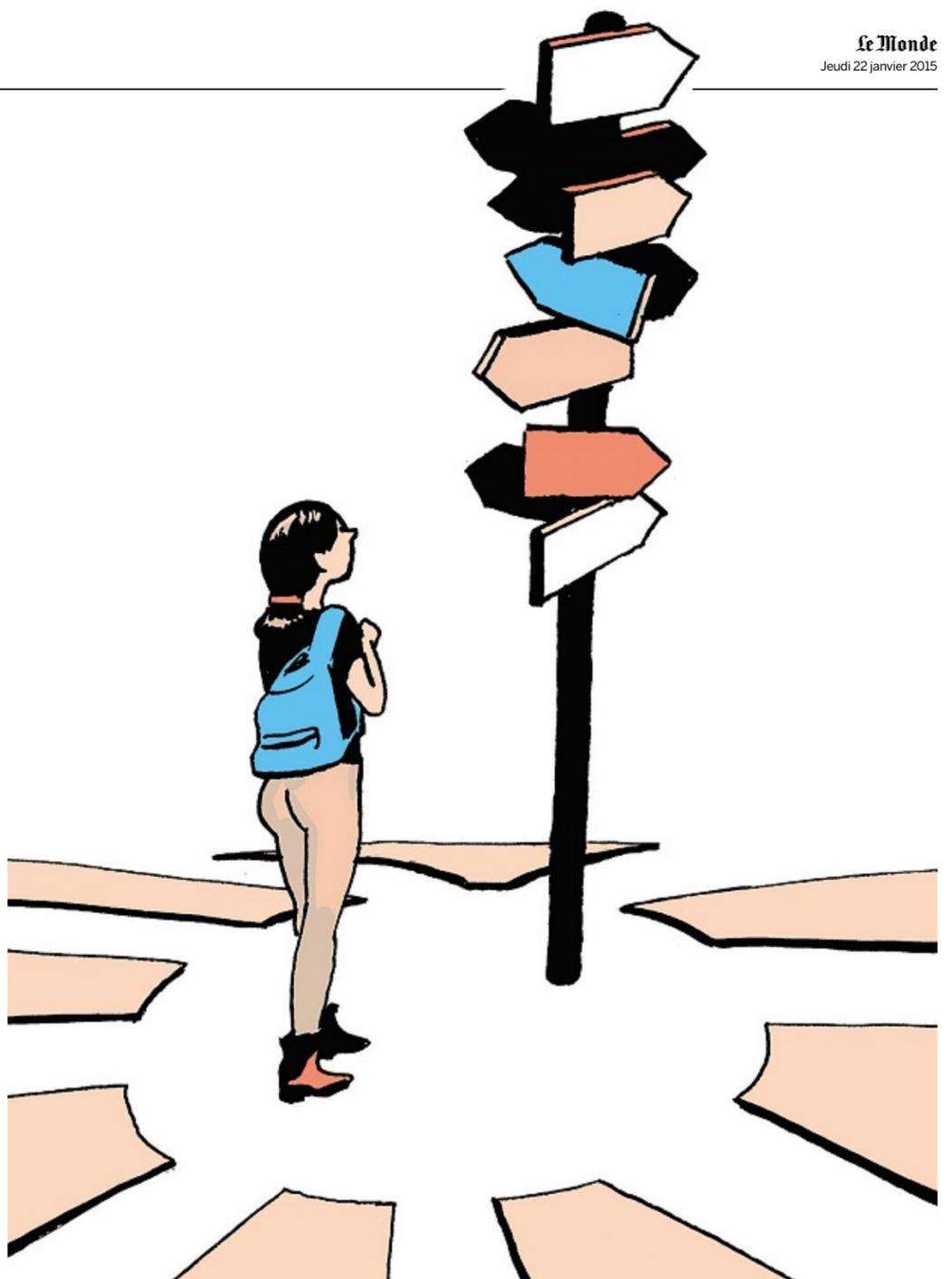
grandes écoles (CGE), créée en 1973 et regroupant 213 grandes écoles d'ingénieurs, de management et de « haut enseignement multiple ou spécifique », constitue un autre gage de qualité. Cependant, la CGE, organisme accréditeur de formations, dont les masters spécialisés et les masters en sciences (MSc), reconnaît ne pas avoir recensé jusqu'à présent les bachelors, étant donné que ce sont des diplômes d'établissement.

De leur côté, les chambres de commerce et d'industrie (CCI) labellisent 75 bachelors. Pour figurer dans cette liste, ces cursus doivent notamment consacrer 34 % minimum du temps de la formation à un ou plusieurs stages, prévoir un séjour d'une durée significative à l'étranger, et se prévaloir d'un taux d'employabilité élevé.

Plusieurs labels internationaux prestigieux suivent aussi les bachelors. L'organisme américain Association to Advance Collegiate Schools of Business (AACSB) accrédite à ce jour 22 écoles de commerce en France. Il exige notamment que 60 % des professeurs d'une école soient titulaires d'un doctorat, et insiste sur la vocation internationale du diplôme.

En Europe, l'association European Foundation for Management Development (EFMD), à Bruxelles, délivre deux labels d'excellence : l'European Quality Improvement System (Equis), accréditation accordée à des établissements, dont 17 écoles françaises, et l'European Programme Accreditation System (EPAS), décernée à des diplômes, dont dix bachelors français. L'Equis s'obtient après des audits réalisés par des doyens d'écoles de commerce internationales et doit être renouvelé tous les trois ou cinq ans. ■

JULIEN MUCCHIELLI



Avec ou sans projet professionnel

« **A**près le bac, rares sont les étudiants à avoir un projet professionnel abouti. C'est l'intérêt du bachelor : permettre une orientation progressive. » Olivier Sercq, directeur du bachelor de l'École supérieure de gestion (ESG) de Paris, annonce d'emblée la couleur. Un bachelor généraliste dispense les fondamentaux en gestion, en entrepreneuriat, en marketing, en communication ou encore en finance. La spécialisation intervient seulement en troisième année. Deux semaines par an, l'ESG propose à ses étudiants de prendre des cours dans une école de son réseau, Studialis. Ils peuvent découvrir le théâtre au Cours Florent à Paris pour apprendre à parler en public. « Les étudiants développent ainsi leurs compétences et enrichissent leur parcours pour mieux s'orienter », ajoute Olivier Sercq.

Les étudiants en bachelor sont, en outre, souvent très encadrés. Comme à l'école de commerce Sup de Co La Rochelle, où ils ont un tuteur. « Grâce à mon référent, j'ai réalisé que j'aimais vraiment la finance. Mon orientation a évolué », raconte Sylvain Raimbaud, en bachelor « business ». L'étudiant espère faire un stage dans une banque de Wall Street, à New York.

Plus pointus, les bachelors spécialisés sont accessibles après le baccalauréat ou après un diplôme de niveau bac + 2. L'école de tourisme de l'ESC Troyes propose un bachelor « management du tourisme, des voyages, des loisirs et de l'événementiel ». Le groupe EAC propose un bachelor « marché de l'art » à Paris et à Lyon. Pour Marcello Roudil, direc-

Les étudiants en bachelor sont souvent très encadrés. Comme à l'école de commerce Sup de Co La Rochelle, où ils ont un tuteur

teur du bachelor « commercialisation des vins et spiritueux » de l'école Inseec de Bordeaux, « la passion de l'étudiant pour le produit qu'il va vendre est primordiale. La précision du projet professionnel compte, mais ce n'est pas une condition sine qua non ».

Si l'intérêt pour la spécialité du bachelor est indispensable, « avoir un projet concret renforce la motivation », estime Elliott Collin, en troi-

sième année du bachelor « luxe » de l'École internationale de marketing du luxe de Paris. Pour les devoirs qu'il doit rendre, cet étudiant choisit volontairement de travailler sur l'horlogerie, domaine qui le passionne, afin d'approfondir ses connaissances et son projet professionnel.

D'autres filières spécialisées requièrent une orientation très précise. C'est le cas du bachelor « responsable commercial en agrofourniture », proposé en alternance. Cette formation est dispensée par l'École de l'environnement et du cadre de vie, aussi appelée Tecomah, à Jouyen-Josas (Yvelines). « Lors des entretiens de motivation, la première chose qui nous intéresse est le projet professionnel. Tous nos étudiants doivent avoir des compétences dans les domaines de l'agriculture ou du paysage », indique Laurent Batréau, responsable de l'apprentissage.

L'importance du projet professionnel varie en fonction des bachelors. Pour bien s'orienter, la meilleure solution reste d'aller aux journées portes ouvertes organisées par les écoles entre janvier et avril. Une excellente occasion pour rencontrer élèves ou enseignants et mieux cerner les exigences de chaque bachelor. ■

SOPHIE GUIGNON

INTÉGREZ UNE GRANDE ÉCOLE DE MANAGEMENT MULTI-ACCREDITÉE
VIA LES CONCOURS ECRICOME. CONCOURS 2015 : 795 PLACES.

PRÉPAREZ VOUS EN LIGNE AVEC LE HUB

ADMISSION POST BAC

CONCOURS
ECRICOME
BACHELOR
APRÈS BAC / BAC+1



www.ecricome.org

AVIGNON - BASTIA - BAYONNE - BORDEAUX - MARSEILLE - METZ - NANCY - REIMS - ROUEN - TOULON

Une sélection principalement sur concours

Les modes de recrutement pour un bachelor après le bac varient d'un établissement à l'autre. Certaines écoles, comme Ecran, école spécialisée dans les arts appliqués et le multimédia (Bordeaux et Toulouse), sélectionnent leurs étudiants uniquement sur dossier (mais à bac + 2) ; d'autres, comme l'Institut supérieur de gestion de Paris, recrutent sur dossier et entretien de motivation ; d'autres encore, sur dossier et épreuves. Une majorité d'établissements recrutent néanmoins par le biais d'un concours.

Certaines écoles de commerce ou de gestion ont un concours propre à leur établissement, comme l'Institut supérieur de commerce (ISC) de Paris ou l'École supérieure de management en alternance (ESM-A) de Marne-la-Vallée (Seine-et-Marne). D'autres ont organisé des concours communs dits banques d'épreuves : en passant un seul concours, le candidat postule à toutes les écoles participantes et maximise ainsi ses chances. Les épreuves sont les mêmes et ont lieu le même jour. Seuls les coefficients dif-

ferent selon les établissements. Rater relativement une épreuve peut s'avérer rédhibitoire pour une école, mais pas forcément pour les autres. Les trois banques d'épreuves principales sont les suivantes.

Atout+3 Lancé en 2007, ce concours est présent depuis 2014 sur la plateforme Admission post-bac (APB). L'inscription à ce concours doit obligatoirement se faire par ce portail et ne compte que pour un seul vœu. Atout+3 réunit huit écoles de commerce, membres de la Conférence des grandes écoles : l'École atlantique de commerce du groupe Audencia à Nantes, l'École de management (EM) de Normandie, l'EM Strasbourg, l'École supérieure de commerce (ESC) Dijon-Bourgogne à Lyon, Grenoble École de management, Sup de Co La Rochelle, Novencia Business School Paris, et Télécom École de management d'Evry (Essonne).

Le premier temps du concours est consacré aux épreuves écrites communes : synthèse, logique et ouverture au monde, anglais et seconde langue vivante. Puis, chaque école

sélectionne, avec ses coefficients notamment, des candidats à des épreuves orales, organisées, cette fois, dans chaque établissement. Pour la session de 2015, 1 190 places sont proposées. L'an dernier, 2 540 étudiants ont passé le concours. Atout+3 organise des journées de présentation et de préparation dans plusieurs villes afin d'aider les candidats à préparer le concours. Des annales sont aussi disponibles sur son site Web.

Ecritome Ce concours permet de postuler à trois écoles, présentes sur dix campus : ICN Business School (Nancy ou Metz), Kedge Business School (Avignon, Bastia, Bayonne, Bordeaux, Marseille ou Toulon) et Neoma Business School (Reims ou Rouen). L'inscription au concours doit également se faire sur la plateforme APB, mais l'élève doit préciser s'il s'inscrit aux épreuves pour une, deux ou trois écoles. Chaque choix équivaut au même nombre de vœux sur APB.

Tous les candidats passent les épreuves écrites et orales. A noter que, si le candidat postule aux trois

écoles, il devra se présenter aux oraux des trois établissements et donc sur trois campus différents, qu'il aura préalablement choisis. Les épreuves écrites consistent en un exercice de compréhension anglais/français et un exercice de raisonnement et de logique. A l'oral : une analyse de texte en anglais puis un entretien de motivation. Ecrimage propose également des journées de présentation et de préparation sur chaque campus, ainsi que des annales sur son site Internet.

EGC (écoles de gestion et de commerce) Ce concours permet de postuler à 26 écoles différentes. L'inscription se fait aussi sur APB. Les écoles du réseau EGC dépendent des chambres de commerce et d'industrie (CCI), qui délivrent le label « bachelor professionnel ». Les épreuves sont écrites (logique, français et anglais) et orales (motivation et, selon les écoles, langues). Le réseau EGC ouvre 900 places chaque année. Des annales sont disponibles sur son site Internet. ■

ERWIN CANARD

Certaines écoles de commerce et de gestion ont leur propre concours, d'autres ont organisé des « banques d'épreuves »

Comment le financer ?

Pour suivre un bachelor, il faut déboursier en moyenne entre 5 000 et 8 000 euros par an, avec un maximum de plus de 10 000 euros dans quelques établissements. En conséquence, nombreux sont ceux qui sollicitent le soutien d'une banque.

A Neoma Business School (Reims et Rouen), par exemple, « environ 70 % des élèves contractent un prêt. Environ 10 % d'entre eux bénéficient d'une offre de la banque publique d'investissement Bpifrance », indique Céline Davesne, directrice générale adjointe des programmes. Depuis 2008, le ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche a, en effet, mis en place un système de garantie des prêts étudiants, géré par l'établissement bancaire, qui permet à tout étudiant d'emprunter jusqu'à 15 000 euros sans présenter de caution parentale.

Encore faut-il déposer son dossier à temps. « L'offre s'épuise en quelques semaines après la rentrée », observe Christian Kamayou, directeur de Financetudes.com, un site Internet qui aide les jeunes à négocier leurs em-

de partenariats, qui offre des taux préférentiels, « variant de 1,2 % à 3 % contre 3 % à 3,5 % pour les prêts étudiants classiques », estime Christian Kamayou.

Des facilités de paiement ou des aides sont accordées en fonction de certains critères. Les étudiants peuvent demander une bourse d'Etat si l'établissement auquel ils postulent est visé par le ministère de l'enseignement supérieur.

Chaque école a son propre dispositif de bourses au mérite. En 2014, Skema Business School a versé entre 500 et 2 000 euros à chacun des trente-trois de ses élèves ayant obtenu des moyennes de notes supérieures à 15 sur 20. « Au total, 61 étudiants en bachelor, soit 12 % des effectifs, ont bénéficié d'une bourse », signale Denis Boissin, le directeur du bachelor de cette école.

Dans quelques rares cas, l'exonération est totale. Ainsi, à Montpellier Business School, cinq bourses d'excellence couvrent tous les frais d'inscription.

Pour alléger les coûts, la formule la plus efficace reste l'alternance. L'entreprise d'accueil paye alors la scolarité de l'étudiant, tout en lui versant un salaire. Seul bémol : en raison des stages à l'étranger, ce dispositif n'est en général possible qu'en dernière année, et plus rarement en deuxième année, comme à l'IESA multimédia de Paris.

Restent les petits boulots. Beaucoup d'écoles en proposent sur leur campus, du monitorat à l'archivage, en passant par des permanences en bibliothèque. Mais leur nombre est souvent limité. Aussi, certaines écoles, comme Sup de Co La Rochelle, encouragent-elles des jobs à l'extérieur de leurs murs. « Beaucoup travaillent quatorze heures par semaine en CDD dans des enseignes d'habillement, de restauration ou d'ameublement, constate Lucile Ouvrard, directrice du bachelor « business » de cette école. Nous validons la cohérence entre le cursus et leur travail, où ils appliquent les techniques de vente et leur savoir sur les relations avec les clients. Les cours sont concentrés du mardi au jeudi. » Un emploi du temps scolaire qui s'adapte à la nécessité de travailler pour payer son bachelor. ■

AURÉLIE DJAVADI

Depuis 2008, a été mis en place un système de garantie des prêts étudiants, géré par la banque publique d'investissement

prunts. Il a par ailleurs mis sur pied un autre dispositif sans caution avec la BRED.

Les écoles proposent aussi diverses formules d'aide. Ainsi, Sup de Co La Rochelle se porte garante pour quelques inscrits. A la Montpellier Business School, un conseil attribue des prêts d'honneur à taux zéro allant jusqu'à 2 300 euros. « Quinze à vingt sont accordés à chaque session, dont cinq à six en bachelor, indique Caroline Cazi, responsable de la politique sociale. Pour tous les élèves, nous avons également des accords avec BNP Paribas et la Société générale ». La plupart des écoles nouent, en effet, ce genre



Post-Bac Bac +1

Intégrez une Grande École de Management

Bachelor en Management IBPM

Bac +3 visé par le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche

Trouvez l'IBPM dans APB

RECHERCHE DE FORMATIONS

Formation

Par type de formation: Écoles de commerce

Lieu

Par ville: Rennes

Lancer la recherche





Vers l'entreprise ou les grandes écoles

Conçu pour favoriser une entrée rapide dans la vie active, le bachelor permet aussi d'accéder à un bac + 5. Témoignages

Stages de terrain, études de cas pratiques, cours centrés sur la gestion des entreprises : le bachelor prépare les étudiants à la vie active. Telle est d'ailleurs sa vocation première. Mais il leur permet aussi de postuler à des masters ou à d'autres cursus reconnus à bac+5, une voie de plus en plus souvent empruntée.

A l'IESA multimédia de Paris, par exemple, qui forme des web-designers, des développeurs ou encore des chefs de projet Web, 30 % des titulaires d'un bachelor poursuivent leurs études, pour se spécialiser notamment en web-marketing ou en direction artistique. Cette tendance semble plus marquée dans les écoles de commerce. « Deux tiers de nos diplômés poursuivent leurs études », déclare ainsi Jean-Christophe Cattane, directeur du bachelor « marketing et business » de l'École supérieure de commerce (ESC) Dijon-Bourgogne.

De forts taux d'insertion

Cette évolution tient-elle à un manque de débouchés ? Non, si l'on se fie aux informations recueillies auprès des établissements. Les entreprises apprécieraient ces profils de cadres intermédiaires, « à la fois généralistes et opérationnels », selon M. Cattane : « La demande est nettement plus forte dans les PME et les PMI, mais les grandes entreprises commencent à s'intéresser à ces diplômés dotés d'un bon niveau en langues. Le taux d'insertion, de 70 % en quatre mois, progresse d'année en année. »

De son côté, l'École atlantique de commerce de Nantes assure que 97 % de ses diplômés trouvent un emploi dans les six mois. Les résultats sont également très positifs pour le bachelor de Kedge Business School (Bordeaux et Marseille). Là, 90 % des jeunes qui recherchent un emploi seraient embauchés dans les trois mois,

en tant qu'attachés commerciaux, chargés de clientèle, assistants contrôleurs de gestion, ou encore techniciens « export ». « La banque et l'assurance sont de gros recruteurs, mais les perspectives s'élargissent dans le secteur des achats ou de la distribution », précise Anne-Catherine Guitard, responsable des cursus postbac de cette école. Elle constate cependant que 68 % des détenteurs de bachelors dans son établissement se sont engagés dans un second cycle.

Souvent, les élèves de terminale auraient un bac+5 en ligne de mire avant même de s'inscrire en bachelor, escomptant ainsi contourner les classes préparatoires. C'est le cas de Baptiste Mullot, inscrit à l'ESC Dijon-Bourgogne. « La pression des prépas ne me correspondait pas et le bachelor offre un cadre beaucoup plus rassurant que la fac », dit-il. Il avait aussi écarté les écoles en cinq ans, ne sachant pas d'emblée quel diplôme viser. « Lors de mon dernier stage, l'entreprise m'a proposé un poste d'assistant en marketing, mais je préférerais assurer mon entrée en master. Je rêve d'un poste à responsabilités dans le sport, il me faut donc un sésame en management. »

Aux concours d'admission parallèles, il a été reçu à l'écrit dans treize écoles et en a sélectionné quatre. Il a finalement choisi de rester à Dijon. Un cas de figure fréquent, selon Jean-Christophe Cattane : « Parmi les diplômés qui continuent leurs études, la moitié demeure dans notre programme "grande école". Mais il n'y a pas de passe-droit, tous ont dû faire leurs preuves au concours. » Le bachelor permet d'engranger moult atouts pour franchir le cap de la sélection dans un programme de master grande école. « Les diplômés connaissent le type d'épreuves à passer et ils ont croisé les promotions précédentes sur le

campus, par les associations », explique Anne-Catherine Guitard.

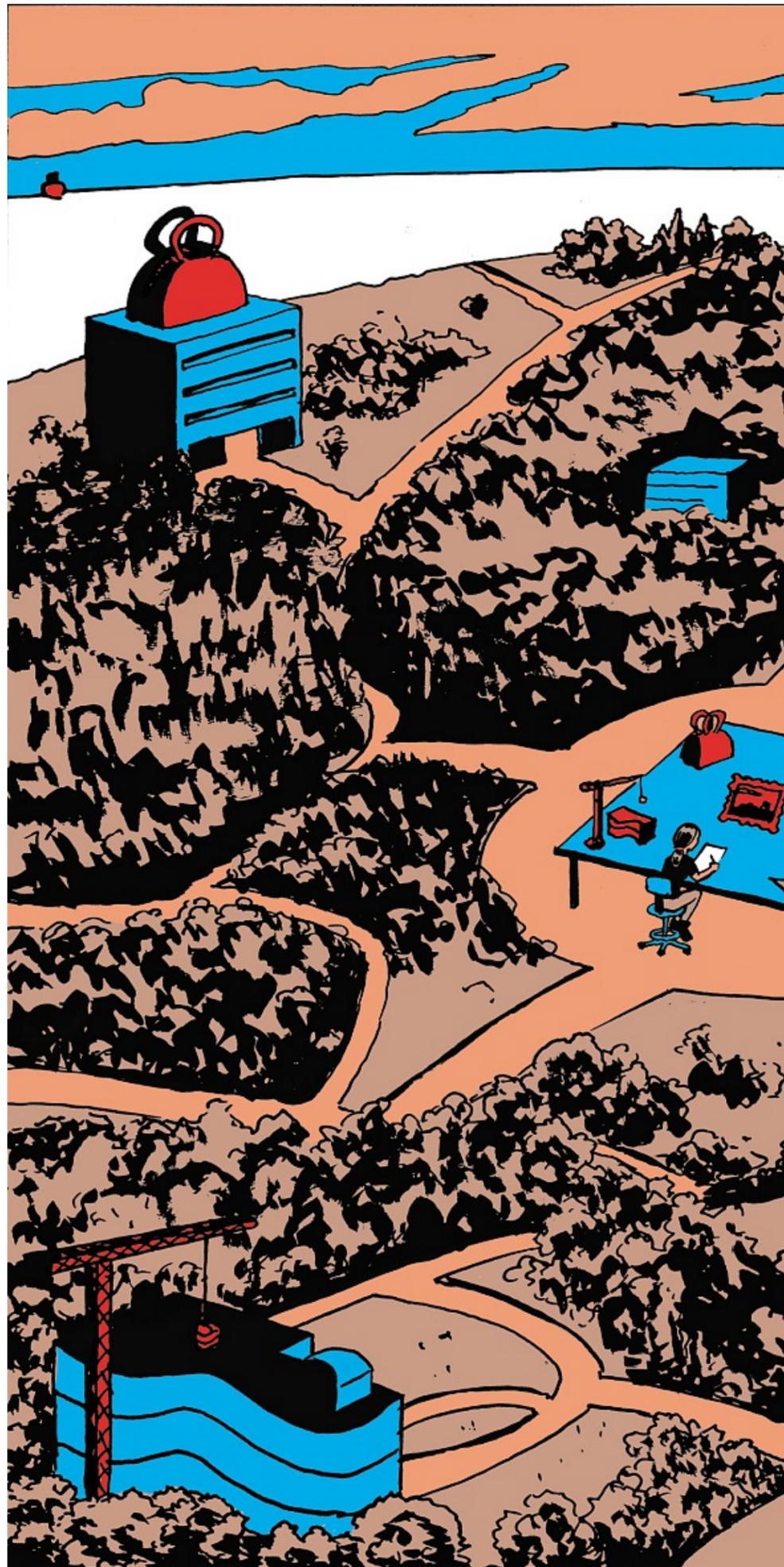
Après un bachelor obtenu à l'école Novancia de Paris, Mélodie Corticchiato a, elle, intégré, en alternance, le programme « grande école » de l'Insee, qui propose une option logistique, le domaine qu'elle vise. « Je ne connais personne qui se soit arrêté au bachelor : les entreprises recherchent de plus en plus de qualifications et d'expérience », témoigne-t-elle. « Le bachelor est une formation généraliste. Face à la crise, beaucoup préfèrent ajouter une spécialité sur leur CV », confirme Jean-Christophe Cattane. Plus qu'à l'université, c'est en école de commerce qu'ils vont chercher cette plus-value. Cet environnement, « auquel ils ont goûté », leur ouvre une palette de cursus pointus.

Un cursus très ciblé

A Kedge Business School, par exemple, Hugo Peronnet prépare un master spécialisé en achats, dans la foulée de son bachelor. « Dans la promotion, l'un de mes amis a décroché un CDD chez AXA à l'issue de son stage. Si j'avais eu cette opportunité, je l'aurais saisie. Soit je travaillais, soit je misais sur un cursus très ciblé. Au fil du bachelor, j'ai vraiment orienté mon projet vers les métiers des achats. »

Même raisonnement de la part d'Anaïs Jégo, diplômée de Sup de Co La Rochelle. Arrivée en bachelor après un BTS « négociations et relation client », elle a misé sur un MBA en deux ans dans le domaine du luxe, parce que « ce label est reconnu à l'international et tous les cours sont en anglais ». Assistante chef de produit en alternance, elle espère que ce diplôme lui ouvrira les portes des métiers de marketing. « Une fois que l'on a trouvé sa voie, après le bac, on a envie d'apprendre toujours plus. Si je veux évoluer, le bac + 5, c'est une bonne stratégie pour l'avenir », conclut-elle. ■

AURÉLIE DJAVADI



« UN BTS COMMERCE INTERNATIONAL AVEC PRÉPA INTÉGRÉE AUX CONCOURS... MALIN, NON ? »

95% d'admis en 2014 !

BTS+
Aurlom

Aurlom : Le premier institut qui permet de préparer simultanément son BTS et les concours d'entrée des Grandes Écoles de commerce accessibles à Bac+2 en admission parallèle.



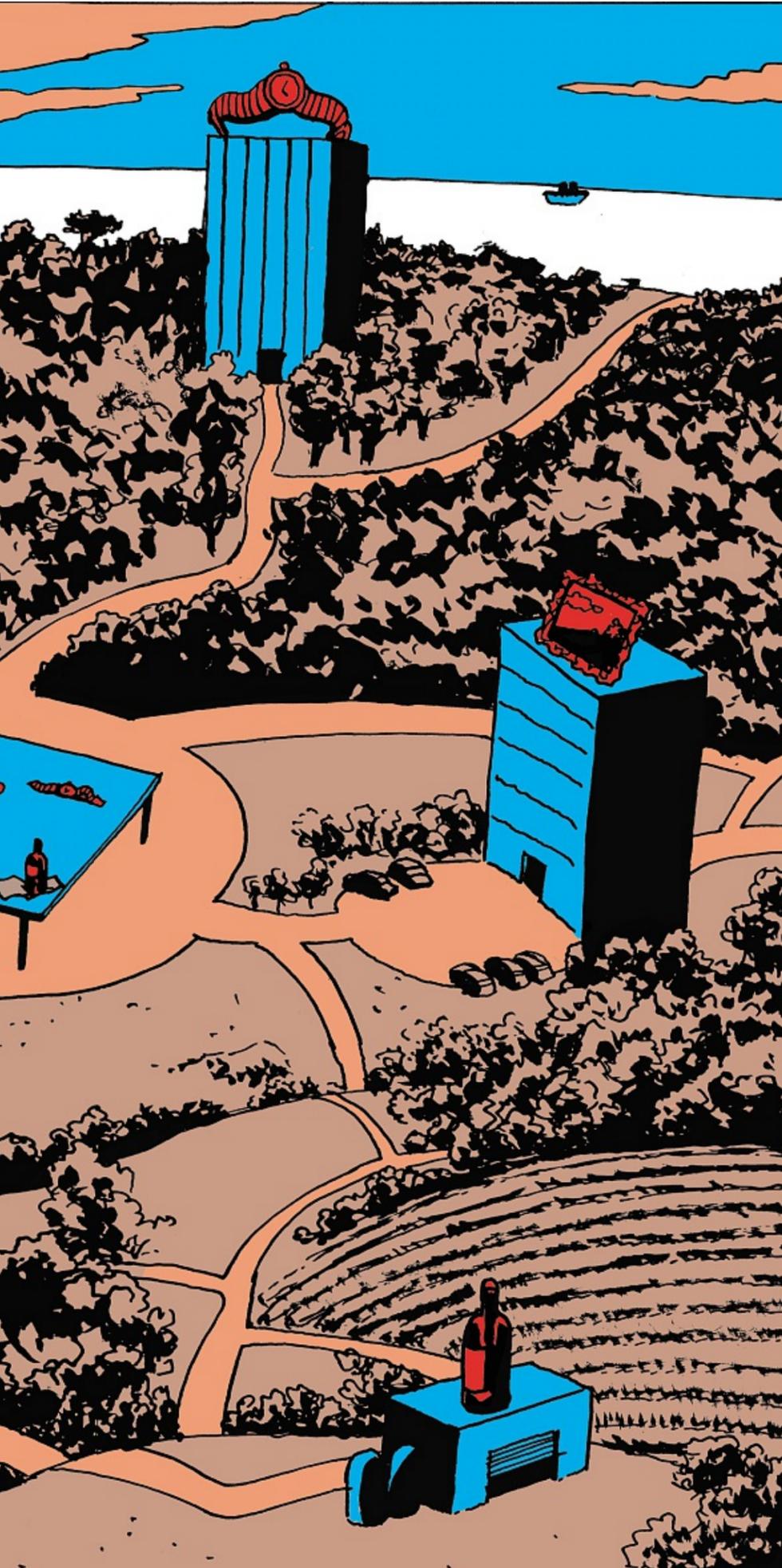
Aurlom • Institut de Préparation à l'examen du BTS et aux concours des Grandes Écoles.
2 bis rue Saint-Sauveur 75002 Paris • 01 40 41 12 38 • www.aurlom.com

Un cursus tourné vers le monde

De nombreuses écoles de commerce orientent leurs programmes de bachelors vers l'international. En misant notamment sur la maîtrise de l'anglais

Romain Ostermann, 26 ans, occupe un poste de coordinateur des ventes en Afrique chez U-POL à Londres, depuis fin 2011. Il a connu cette entreprise du secteur automobile à l'occasion d'un stage en deuxième année de bachelor (Ba) international du groupe Sup de Co La Rochelle. « Durant mon cursus, j'ai effectué deux stages à l'étranger et vécu une année universitaire en Chine. Ces expériences m'ont permis de mieux me connaître et de savoir si je pouvais travailler à l'étranger », raconte-t-il. A ses yeux, « les études sont faites aussi pour saisir des opportunités et affiner ses objectifs ».

Il n'est pas le seul à le penser. Le parcours des étudiants, notamment en école de commerce, se doit d'être tourné vers le monde. Aussi plusieurs écoles ont-elles clairement orienté leur offre de bachelors vers l'international, en



Un diplôme méconnu, mais apprécié

En 2012, un recruteur sur cinq ne connaissait pas le bachelor

Au service des ressources humaines de la banque BNP Paribas, Anne-Sophie Trémouille le reconnaît sans détours : « Nous ne savons pas très bien ce qu'est un bachelor, hormis qu'il s'agit d'une formation bac+3. » Pour faire la différence entre les candidats, « nous regardons surtout les stages qu'ils ont effectués et les écoles dont ils sont issus, plus que le type de diplôme », poursuit-elle. Mêmes observations chez l'opérateur de télécommunications Orange, où l'on constate que les titulaires d'un bachelor sont « sous-représentés » parmi leurs recrutés.

En 2012 déjà, un sondage IFOP mené auprès de plus de 400 entreprises révélait qu'un recruteur sur cinq ne connaissait pas le bachelor. Pourtant, ceux qui ont eu affaire à des étudiants en bachelor en sont satisfaits. C'est le cas d'Hélène Crochon, gérante de l'entreprise parisienne Négoce-iles, spécialisée dans le commerce de perles de Tahiti. « J'ai accueilli une étudiante en stage de fin d'études. Je ne connaissais pas son diplôme [le bachelor « négociateur des objets de luxe, option joaillerie » de l'Institut national de gemmologie (ING)] mais elle avait toutes les qualifications requises », explique-t-elle. Une expérience si concluante qu'elle n'a pas hésité à embaucher sa stagiaire une fois diplômée.

Directeur d'Océalia International, une petite entreprise de cosmétiques située près de Rennes, Christophe Bredin a eu exactement la même expérience avec un stagiaire. Ce patron ne connaissait ni le bachelor ni l'établissement qui enseignait ce cursus, l'école de gestion et de commerce (EGC) de Bretagne. Très satisfait du travail de son stagiaire, « surtout en marketing », il l'a ensuite recruté en CDI.

D'autres bachelors, plus spécialisés, sont bien identifiés par les employeurs, comme le bachelor « océanographe prospecteur » de l'Institut national des sciences et techniques de la mer (Intechmer) près de Cherbourg. « C'est notre premier choix », affirme Jean-Marc Temmos, directeur de Semantic TS, un bureau d'études en océanographie. « Nous cherchons des gens qui savent manipuler des outils en mer comme les sonars ou les sondeurs, qui sont à l'aise sur un bateau, et qui maîtrisent les logiciels informatiques ainsi que le traitement de données. Les ingénieurs sont souvent très performants sur l'aspect informatique mais moins à l'aise en mer. » Sur les sept employés de l'entreprise, deux ont suivi ce cursus.

Responsable du bureau de Bordeaux de l'agence de tourisme

d'affaires Terres basques, Gwenaëlle Briard souligne, elle aussi, les qualités des titulaires du bachelor. Elle a notamment accueilli pendant six mois une étudiante du bachelor « événementiel » de l'Institut supérieur européen de formation par l'action (Isefac) à Bordeaux. « Cette étudiante a reçu une très bonne formation, pas seulement littéraire comme dans d'autres cursus en communication, mais plus axée sur la pratique. J'ai trouvé qu'elle s'organisait bien, qu'elle était rigoureuse, savait gérer les priorités, le stress et surtout elle n'avait pas peur de se lancer dans

diants de ce cursus. Pendant une heure et demie, elle leur a présenté son entreprise. Les étudiants avaient ensuite une semaine pour réaliser une étude de marché. « J'ai eu des retours exceptionnels », se rappelle-t-elle, convaincue depuis de la qualité de la formation. Elle se dit impressionnée par la flexibilité des diplômés : « Quand j'ai embauché Johanna Martin, elle ne connaissait pas du tout le milieu scientifique dans lequel ma société évolue. Elle s'est adaptée très facilement. »

Responsable du cabinet de recrutement Emergences RH à Nice, Caroline Guichet est chargée de recueillir quotidiennement les requêtes des employeurs. Certains directeurs des ressources humaines (DRH), constate-t-elle, ne s'intéressent qu'aux candidats diplômés d'écoles de commerce : « Ils ont un a priori très positif sur les formations que ces écoles proposent par rapport aux cursus universitaires. » Autre atout du « label école », il aide à « gravir les échelons plus vite », précise la recruteuse. « A compétences égales, venir d'une bonne école de commerce permet d'accéder plus rapidement à des promotions internes. »

Plus que le diplôme, c'est la réputation de l'école qui fait la différence sur le marché du travail

des domaines comme la comptabilité qu'elle connaissait un peu moins », résume-t-elle. Depuis, Gwenaëlle Briard a proposé des entretiens à d'autres titulaires du bachelor, « d'autant que d'autres formations m'ont déçue », dit-elle.

Son entreprise touristique travaille surtout au niveau régional. L'aspect international du bachelor n'est donc pas primordial pour elle. A l'inverse, Mélissa Farinelli-Scharly, fondatrice d'E-PHY-Science, une société spécialisée dans la neurobiologie, y voit l'un des atouts majeurs de cette formation. Quand elle a recruté Johanna Martin, diplômée d'un bachelor de la Skema Business School de Lille, celle-ci revenait de Shanghai, après avoir fait d'autres stages à l'étranger. « J'ai apprécié cette ouverture à l'international et le fait qu'elle parle plusieurs langues », dit M^{me} Farinelli-Scharly.

Lorsqu'elle a monté sa société, elle est intervenue auprès des étu-

Plus que le diplôme, c'est bien la réputation de l'école de commerce dont sont issus les étudiants qui fait la différence sur le marché du travail. « Il y a bachelor et bachelor. Ceux des dix plus grandes écoles sont très prisés. Les autres moins », prévient Caroline Guichet. Dès qu'on voit sur un CV un bachelor de telle ou telle école, on retient le nom de l'école, pas forcément que c'est un bachelor. » Et, même parmi les diplômés des écoles de commerce, la recruteuse observe que « le bachelor n'a pas toujours la priorité. Les employeurs privilégient souvent le cursus classique, c'est-à-dire deux années de classe prépa puis l'école avec sortie à bac + 5 ». ■

ANGÈLE GUICHARNAUD

misant tout d'abord sur la maîtrise de l'anglais. L'école de management EM Strasbourg Business School envoie ses étudiants, dès la première année du bachelor « affaires internationales », en séjour linguistique d'un trimestre dans un pays anglophone. Les matières des Ba sont enseignées en partie en anglais à l'école de management EM Normandie, sur les campus de Kedge Business School, à Montpellier Business School, ou encore à l'ICN Business School de Nancy.

Celles du Bachelor in International Business (BIB) de Grenoble Ecole de management (GEM) sont quant à elles enseignées entièrement en anglais à des étudiants aux deux tiers étrangers. Une version française des deux premières années de cours est prévue à la rentrée prochaine. Le Bachelor in Business Administration (BBA) de l'Ecole supérieure

des sciences économiques et commerciales (Essec), basée à Cergy (Val-d'Oise), peut, lui, être suivi en français ou en anglais, en France ou sur le campus de l'école à Singapour.

Des échanges académiques longs, d'un semestre à une année, avec des universités étrangères

« Mon objectif était de travailler pour une entreprise tournée vers l'international, je savais que la maîtrise de l'anglais était impérative. Mon entretien s'est déroulé dans cette langue, et mes interlocuteurs se sont surtout intéressés à mes stages à l'étranger », témoigne Louis

Bibissi, 22 ans, diplômé en 2014 du bachelor de l'EM Normandie. Il est aujourd'hui chargé du transit international dans une société de transport maritime de citernes au Havre (Seine-Maritime).

Les échanges académiques longs, d'un semestre à une année complète, avec des universités étrangères et la possibilité de réaliser des stages hors de France font également partie des parcours. « Les programmes qui accueillent des étudiants étrangers sont intéressants pour les étudiants français, qui baignent ainsi dans un contexte multiculturel », souligne Anne-Catherine Guillard, directrice des programmes post-bac à Kedge Business School.

Après le bachelor, les diplômés entrent sur le marché du travail ou poursuivent leurs études. « 45 % des diplômés travaillent et, parmi eux, 70 % occupent un emploi de dimension internationale

en France ou à l'étranger. Environ 30 % de ceux qui poursuivent leurs études le font dans un autre pays », constate Hugues Leveq, directeur du BBA de l'Essec.

Si tous ne se destinent pas à travailler au bout du monde, les étudiants de bachelor visent bien l'ouverture apportée par ces programmes. « Nous savons tous que vouloir travailler dans le commerce exige de bien parler anglais, de maîtriser une autre langue, et d'avoir effectué un stage ou de s'être expatrié dans différents pays », souligne Lisa Balzer, diplômée du bachelor de l'EM Strasbourg.

Elle a choisi de passer un an en Australie dans le cadre du programme vacances-travail (visas temporaires permettant de voyager dans des pays étrangers tout en y travaillant), avant de démarrer à la rentrée prochaine un mastère spécialisé. ■

CORALIE DONAS

ISC

PARIS

BUSINESS SCHOOL

La grande école d'un monde qui bouge

PROGRAMME

BACHELOR

APRÈS BAC/BAC+1

MAKE
IT
HAPPEN

Venez nous rencontrer et vous entraîner gratuitement aux concours le 7 février 2015

ISCparis.com

Un pied dans l'entreprise, l'autre dans l'excellence

À l'Edhec de Roubaix, dès la deuxième année du bachelor, les étudiants sont incités à créer leur société. Mais, à l'issue du cursus, ils sont 60 % à poursuivre leurs études

Pantalon beige taille haute et chemise soigneusement repassée, Paul Herrenschmidt, 19 ans, est chef d'entreprise. Il reçoit dans une salle de classe où ses collègues, 19 ans eux aussi, travaillent avec les moyens du bord : des chaises vertes en plastique et un ordinateur rose fuchsia. Son « cabinet de conseil », comme il l'appelle, est hébergé par l'Ecole des hautes études commerciales (Edhec) de Roubaix (Nord), où il est en bachelor, une formation post-bac sur quatre ans. Le jeune homme, en deuxième année d'études, a monté sa société dans le cadre d'un cours intitulé « atelier projets ». A peine sortis du lycée, les élèves se voient dans le monde de l'entrepreneuriat.

8% de créateurs de sociétés

Certaines initiatives aboutissent. Au total, 8 % des 2 500 étudiants en bachelor lancent leur entreprise pendant ou à l'issue de leur formation. Un incubateur les accompagne dans leurs démarches. Jean-Michel Ledru, responsable de la structure, se présente comme un « outil » au service des étudiants. « Je les aide de manière très concrète dans la réalisation de leur projet professionnel, ce n'est pas du pipeau théorique, assure-t-il. Tous les ans, je reçois une vague, un tsunami de jeunes en bachelor fourmillant d'idées. » Depuis la naissance de l'incubateur

en 2011, plus de 80 entreprises ont pris leur envol.

Parmi elles, Daily Deal Campus, un site Web d'échange de biens et services entre professeurs et élèves, « sorte de Bon Coin universitaire », d'après son fondateur, Paul Herrenschmidt, qui souhaite lancer le concept en Grande-Bretagne. Il en revient après un

Les titulaires du bachelor visent aujourd'hui les mêmes mastères que leurs camarades des classes préparatoires

stage dans une entreprise du secteur automobile. L'étudiant est aussi chargé d'affaires auprès de la junior entreprise de l'Edhec avec deux camarades de bachelor, Quentin Boudard, secrétaire général, et Anaïs Gherbi, responsable communication. « On aide des start-up à gagner en notoriété, en mettant au point leur plan de communication ou leur stratégie financière », relate Paul Herrenschmidt.

S'ils ont déjà un pied dans le monde de l'entreprise, ils n'ont pas l'intention d'arrêter leurs études pour autant, « à moins qu'une très belle opportunité de travail se

présente », précise Anaïs Gherbi. En ce moment, ils apprennent les fondamentaux du management. « Nous ne faisons pas uniquement de la gestion. Le programme couvre une palette large de sujets, allant de la géopolitique à l'économie souterraine », explique Quentin Boudard. L'année prochaine, ils se spécialiseront en finance, marketing ou direction des ressources humaines. Paul Herrenschmidt, lui, voit encore plus loin. Son rêve est d'intégrer la prestigieuse HEC.

« Il a ses chances », estime Christophe Collard, professeur à l'Edhec. En plus d'être professionnalisant, le bachelor est désormais « une formation intellectuelle solide, qui vaut presque les classes préparatoires aux grandes écoles de commerce », estime Olivier Oger, directeur du groupe Edhec.

Auparavant, le bachelor de l'Edhec conduisait à une insertion professionnelle rapide. Une fois le diplôme en poche, la majorité des étudiants rejoignaient le marché du travail, comme cadres intermédiaires (« middle manager », selon le jargon du secteur) dans des petites ou moyennes entreprises. Une époque révolue. Aujourd'hui, plus de 60 % de ces diplômés font le choix de poursuivre leurs études. Ils lorgnent les mêmes mastères que leurs camarades des classes préparatoires. Et prétendent aux mêmes postes, dans les mêmes entreprises, avec le même salaire.

De plus en plus d'élèves voient dans cette formation une alterna-

tive crédible à la prépa. En moyenne, 65 % des étudiants du bachelor de l'Edhec sont titulaires d'une mention bien ou très bien au baccalauréat. « Ils ont préféré nous rejoindre. La classe préparatoire ne correspond vraiment plus aux canons de la jeunesse », estime M. Oger.

Une tendance que l'école accompagne. La direction mène une réflexion sur le bachelor à l'horizon 2020. « Nous voulons en faire un programme d'élite », dit M. Oger. Première étape, le changement d'appellation de la formation. Depuis la rentrée 2014, le bachelor s'intitule BBA Edhec. « Il porte désormais le nom du groupe, ce qui lui confère une meilleure visibilité en France et à l'international. Cela implique aussi que la norme de qualité de l'école s'applique au programme », explique M. Oger.

Autre évolution récente, les prestigieux mastères en sciences (MSC) de l'Edhec accueillent les diplômés en bachelor. « Les vannes sont désormais ouvertes », consi-

tate Christophe Collard, codirecteur du « master of law & tax management » de l'Edhec, un diplôme anglo-saxon, dont les cours se déroulent donc principalement en anglais, destiné notamment aux étudiants souhaitant devenir avocats d'affaires. Quatre diplômés en bachelor ont rejoint son programme cette année. « Ils apportent de la diversité dans mes cours. La taille unique, c'est triste », dit-il, faisant référence aux jeunes issus du « filtre uniformisant » de la classe préparatoire.

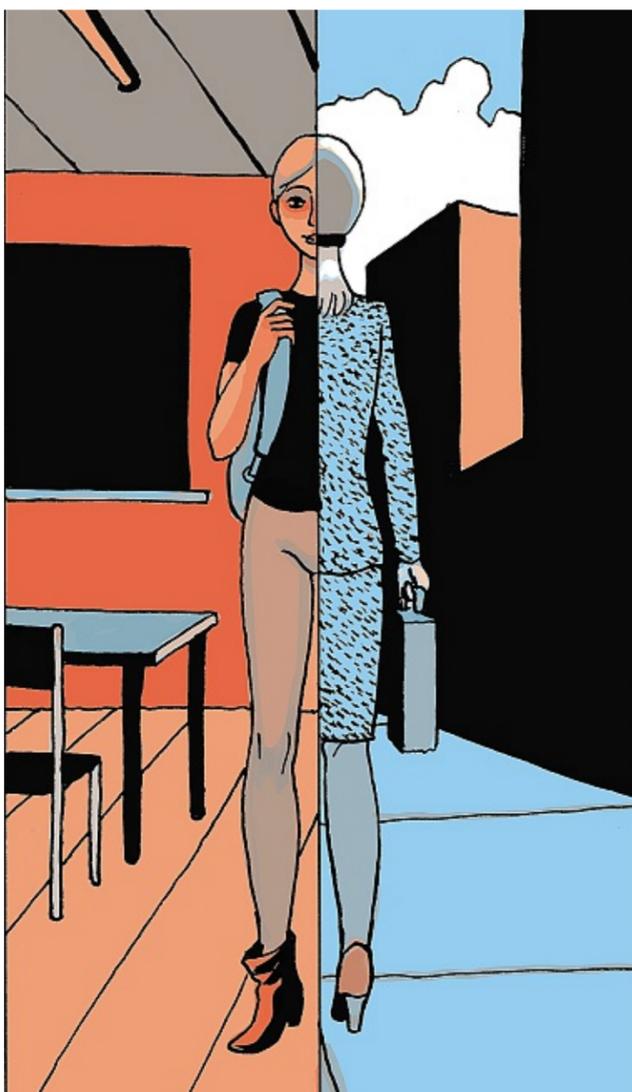
Du concret vers le conceptuel

M. Collard est chargé de la rubrique « exigences » en vue du BBA de 2020. Selon lui, le bachelor doit se transformer en un programme d'excellence, sans pour autant renoncer à son identité. « Pour capter l'attention des étudiants en bachelor, il faut par exemple partir d'histoires amusantes, colorées. » Le directeur, Olivier Oger, confirme : « Dans

notre BBA, la pédagogie consiste à aller du concret vers le conceptuel, à l'inverse de la classe préparatoire, où l'on va du conceptuel vers le concret. Mais au final, cela revient presque au même. »

Pour introduire les mathématiques financières, une matière complexe, auprès de ses élèves, Frédéric Herbin commence par une petite note d'humour. « Il paraît que je ne suis pas un client facile pour les banques, lance-t-il à sa classe. Vous aussi, quand vous aurez compris les principes de ce cours, vous pourrez faire de très bons placements, des combinaisons financières de plus en plus compliquées, un peu comme un jeu de Lego », s'amuse-t-il. Après quelques banalités – « On préfère tous être riche plutôt que pauvre » –, apparaissent des formules plus complexes : « Une valeur acquise est égale à une valeur future, qui n'est pas égale à une valeur actuelle. » Et la difficulté devrait augmenter à l'avenir. ■

EMMA PAOLI



Evolution récente : les prestigieux mastères en sciences de l'Edhec accueillent les diplômés en bachelor

CONCOURS ATOUT+3

ATOUT+3

Le concours d'entrée en Bachelor

Terminales ou titulaires d'un Bac
Intégrez une Grande École de Commerce
et décrochez votre Bachelor en 3 ans

Passerelle pour des Bachelors Grande École

1 CONCOURS, 8 ÉCOLES

- ▶ École Atlantique de Commerce - Nantes - Audencia Group
- ▶ EM Normandie
- ▶ EM Strasbourg
- ▶ Grenoble École de Management

- ▶ Groupe ESC Dijon - Bourgogne
- ▶ Groupe Sup de Co La Rochelle
- ▶ Novancia Business School Paris
- ▶ Télécom École de Management

INSCRIPTION SUR APB

Se renseigner, s'inscrire, se préparer : ▶ www.concours-atoutplus3.com